Écrit par Chris Den Hond, Mireille Court et Nicolas Qualander
Mardi, 25 Septembre 2007 14:51 - Mis à jour Mercredi, 26 Septembre 2007 11:25

Camile Dagher est avocat, militant de la section libanaise de la IVe Internationale. Le groupe est petit, certes, mais respecté dans la gauche libanaise.

Quel rapport est-ce que la gauche peut entretenir avec le Hezbollah? Soutien inconditionnel, soutien critique ou réservé ou bien un rejet total d'un mouvement islamiste?

Il ne doit certainement pas y avoir un soutien inconditionnel au Hezbollah. Il ne faut pas seulement prendre en considération son rôle national, mais aussi son programme social que nous considérons comme assez conservateur par rapport aux femmes, au capitalisme et à la société de classes. Nous savons bien que le Hezbollah n'est pas contre la société de classes. Même l'Islam considère la société comme basée sur l'existence de classes. Le Hezbollah n'est certainement pas contre le capitalisme. On pourrait dire que le Hezbollah n'a pas essayé de se distinguer dans son rôle dans le gouvernement libanais à propos de la privatisation et du néolibéralisme capitaliste. On pourrait considérer même que le Hezbollah à un moment donné a approuvé la privatisation et son ministre de l'électricité, un membre du Hezbollah, acceptait de faire des pas vers la privatisation du secteur de l'électricité. C est sous la pression de sa base sociale que le Hezbollah a freiné la privatisation, mais en principe il n'est pas contre. Nous sommes pour un programme anti libéral et anti capitaliste, ce qui n'est pas le cas du programme du Hezbollah. Donc ce qui nous lie au Hezbollah, c'est son programme national, sa position contre l'impérialisme mondial et surtout contre l'impérialisme nord américain et sa position contre Israël. Là nous trouvons qu'il y a beaucoup de choses à faire avec le Hezbollah.

Le rôle du Hezbollah durant les années 90 jusqu'à la libération de la région frontalière libanaise au mois de mai 2000 a été quelque chose de très important, d' essentiel. Cela a beaucoup changé la vie politique libanaise et même toute la région arabe. Dans le monde arabe, les gens étaient habitués à ce qu'Israël occupe des territoires et ne se retire que de ses territoires qu'après des conditions terribles. Mais ici, au Liban, les Israéliens ont été obligés de se retirer sans conditions en 2000. La guerre des 33 jours en 2006 a aussi changé beaucoup de choses. Pour la 1ère fois, nous voyons qu'Israël n'arrive pas à occuper des terres arabes, qu'il perd même un grand nombre de ses soldats et ses officiers. C'est même pour la 1ère fois qu'on voit que la guerre ne se déroule pas seulement en territoire arabe, mais qu'elle se déplace aussi vers l'intérieur de l'Etat d'Israël. Cela est très essentiel, pas seulement pour la façon dont les masses arabes perçoivent les choses, mais aussi pour les masses israéliennes.

Nous ne devons pas oublier que la résistance libanaise a débuté comme résistance des communistes et nationalistes arabes. La plupart des territoires libanais libérés durant les années 80 jusqu'à la région frontalière a été libérée surtout par les efforts et le travail des communistes. Un moment donné, que ce soit sous la pression syrienne ou même du régime iranien, le Hezbollah s'est vu obligé de faire la guerre aux communistes pour monopoliser lui-même la résistance contre l'occupation israélienne. Il est très important de s'en souvenir tout en reconnaissant le rôle positif du Hezbollah aujourd'hui. Maintenant nous considérons que les communistes libanais devraient se réarmer et jouer de nouveau un rôle essentiel dans la résistance. Ce n'est pas une résistance tout simplement pour récupérer les fermes de Cheba'ah. Nous considérons que c'est une résistance contre l'existence de l'Etat d'Israël comme Etat raciste et religieux dans notre région et contre l'hégémonie américaine dans toute la région arabe, contre les bases militaires américaines dans le Prochain Orient et ailleurs dans le monde. Nous croyons qu'il doit y avoir un travail des communistes et des autres forces anti-impérialistes et anti-Israéliennes et anti-sionistes, un rôle à long terme, une guerre prolongée contre cette existence-là et cela ne se fait pas sans un rôle primordial des communistes et des forces progressistes. Pour toutes ces raisons, je crois qu'il doit y avoir un soutien de notre part et de la part de tous les communistes pour le Hezbollah, mais ce soutien doit être conditionné, critique et certainement réservé. "Marcher à part et frapper ensemble".

Quelle est votre position sur la Palestine? Deux Etats ou un Etat?

Ce matin, j'étais en train de traduire un petit texte que nous avons écrit et qui a été adopté comme résolution de notre groupe libanais trotskyste et par d' autres groupes communistes révolutionnaires arabes depuis 1973. Cette résolution a été publiée dans un petit livre : "La révolution arabe, sa situation actuelle et ses perspectives."

Dans ce texte, tiré de cette résolution, il y a une réponse à propos de la question palestinienne. Il dit qu'une des tâches essentielles de la révolution arabe, c'est l'unification du monde arabe, mais tout en respectant les droits légitimes des autres minorités dans le monde arabe, même le droit à l'autodétermination des nationalités comme la nationalité kurde ou la nationalité berbère. En ce qui concerne le problème de l'existence d'Israël et de ce que nous considérons maintenant comme l'existence de la nation israélienne, nous avons une position nuancée: "La situation israélienne est tout à fait différente. La majorité persécutrice juive dans l'Etat d'Israël actuel a exercé essentiellement sa persécution en chassant les habitants arabes authentiques. Dans ce sens, l'unique position révolutionnaire serait la reconnaissance du droit total et inconditionnel du peuple palestinien à l'autodétermination, c'est-à-dire son droit de retour à l'ensemble des territoires dont il a été chassé et de vivre libre de toute persécution nationale. L'exercice de ce droit implique la destruction de l'Etat sioniste, créé sur des bases racistes, contraire à un tel perspective. La destruction de l'Etat israélien s'associerait à la disparition d'autres Etats arabes en vue de créer un Etat arabe unifié. Ainsi le caractère national de la révolution dans le Proche Orient ne se détermine pas seulement par la cause du peuple palestinien, mais aussi par le problème général de l'unité arabe. Dans ce contexte exactement se pose la question des habitants juifs actuels en Israël qui vont se transformer en minorité après la disparition de l'Etat sioniste. Le programme de la démocratie ouvrière envers eux, comme envers tout groupe national est contraire à tout chauvinisme et a été jadis défini clairement par Lénine. Non à toute hégémonie de n'importe quelle nation ou de n'importe quelle langue, non à toute persécution, à toute injustice contre une minorité nationale. Ceci signifie garantir tous les droits civils et culturels aux habitants juifs et l'égalité totale entre juifs et arabes. La révolution arabe ne pourra pas accepter de créer un Etat avec des ambitions expansionnistes ou un Etat armé par l'impérialisme. Ca c'est le texte qui a été écrit en 1973.

Ce texte est-il toujours valable aujourd'hui? La direction palestinienne à accepté l'existence de l'Etat d'Israël à un moment donné. Restez-vous sur cette position que l'existence de l'Etat d'Israël est contraire aux droits des peuples dans la région?

C'est compliqué. La reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël et son existence sur 80% du territoire palestinien historique complique beaucoup les choses. Mais cela ne change pas notre position essentielle, celle d'une solution révolutionnaire de la cause palestinienne et de l'existence de l'Etat d'Israël. Quand il y a eu reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël, nous étions contre. Nous avons critiqué amèrement cette reconnaissance-là et les accords d'Oslo, nous étions contre ces accords. L'OLP elle-même avait au début un programme dans lequel elle considérait qu'il devait y avoir un Etat démocratique palestinien qui inclurait des juifs et des Palestiniens à pied d'égalité dans un Etat démocratique. Mais après les choses ont changé, l'OLP a modifié son programme et a accepté qu'il y ait un Etat palestinien seulement sur les territoires occupés de 1967. Maintenant les régimes arabes, et même l'OLP, acceptent qu'il y ait un Etat palestinien dans ces territoires sans le droit de retour des Palestiniens dans les territoires occupés en 1948. Nous trouvons que c'est tout à fait injuste. Le droit de retour des Palestiniens est un droit légitime et ce droit a été reconnu par les Nations Unies dans des

dizaines de résolutions.

Pour nous, il faut qu'il y ait une solution révolutionnaire à toute la question juive. Nous considérons qu'il doit y avoir un changement dans le monde arabe qui pourrait aider à ce que les juifs arabes, qui se trouvent maintenant dans l'Etat d'Israël, puissent exercer leur droit au retour dans leur pays d'origine: au Yémen, en Syrie, au Liban, en Egypte, en Irak et dans le Maghreb arabe où ils seraient traités à pied d'égalité et d'une façon démocratique.